LA PEINE DE MORT AU CAMEROUN

LUTTE CONTRE BOKO HARAM CRISE DU NOSO Yaoundé¹

DÉTENUS CONDAMNÉS

MANQUE DE TRANSPARENCE DES AUTORITÉS

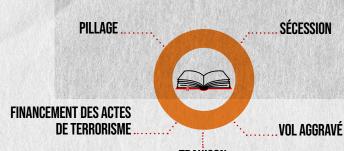
aucune publication régulière de données officielles sur l'application de la peine de mort

EN 2019 DES CONDAMNÉS À MORT **POUR INFRACTIONS** LIÉES AU TERRORISME

Compétence exclusive des tribunaux militaires en cas d'infraction pour terrorisme, y compris pour les accusés civils

30 DISPOSITIONS LÉGISLATIVES PRÉVOIENT LA PEINE DE MORT

INFRACTIONS « NON VIOLENTES » PASSIBLES DE LA PEINE DE MORT



TRAHISON

SURPOPULATION CARCÉRALE

TAUX D'OCCUPATION pouvant aller jusqu'à 500%

dans certaines prisons



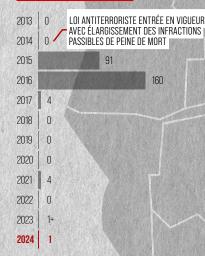
Malnutrition, manque d'accès à l'eau potable, accès insuffisant à l'hygiène et aux soins, violences entre détenus

Dans le contexte du Cameroun, qui applique le moratoire de fait, le maintien de la peine de mort participe de la dissuasion.



- Réponse de l'État du Cameroun lors de son 4º Examen Périodique universel (2023)

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CONDAMNATIONS À MORT



« CONDAMNÉS À L'OUBLI. MISSION D'ENQUÊTE DANS LES COULOIRS DE LA MORT » AVEC LE RACOPEM (2019)

5 PRISONS VISITÉES EN 2018

à Yaoundé, Maroua, Douala, Bafoussam et Bafang

37 PERSONNES CONDAMÉES À MORT INTERROGÉES dont 29 hommes et 8 femmes

78% D'ENTRE ELLES ont indiqué avoir été victimes de torture ou menacées lors des enquêtes













